



---

## Communiqué de presse

### « *Trans express* » d'Enquête : une émission dont la diffusion marquera l'Histoire

[Pour diffusion immédiate]

**Montréal, 1er mars 2024**

Pour les droits des femmes du Québec salue le courage de l'équipe de l'émission *Enquête* d'avoir réalisé — et celui de Radio-Canada d'avoir diffusé l'excellent épisode du 29 février 2024 portant sur la transition des personnes mineures, intitulé « *Trans express* ». PDF Québec se réjouit qu'on commence enfin à aborder publiquement ce problème sanitaire. Il s'agit là d'une véritable émission de santé publique qui œuvre à une nécessaire prise de conscience. Il y aura un avant et un après ce « *Trans Express* » d'*Enquête*.

À bien y penser, le titre était judicieusement choisi : l'une des choses qui nous ont frappées — mais pas surprises — dans cet épisode est la rapidité avec laquelle des professionnels prennent des décisions et posent des gestes pour autoriser des personnes mineures à transitionner. Dans cette transition, on trouve un nombre grandissant de jeunes filles qui passent par la mastectomie. Il n'y en avait aucune avant 2017 et il y en a eu 18 en 2023, nous apprend l'émission. Ne peut-on s'étonner de cette facilité, quand on sait que les femmes ont bataillé pendant des années pour éviter qu'on leur ampute les seins en cas de cancer, alors qu'on procède pour les fins de la transition à des mastectomies sur des organes sains? Que s'est-il passé entre les deux?

Nous saluons aussi le courage des professionnels qui ont témoigné à contre-courant du discours généralement accepté du protocole hollandais, au risque de se faire traiter de transphobes et de recevoir des menaces sérieuses. Ce risque touche aussi les parents et les jeunes (surtout détransitionneurs). Le courage d'Antoine, père d'une jeune fille, qui a enquêté sur le sujet et soumis ses questions à l'Hôpital Sainte-Justine; le courage de ces parents qui se soucient de leurs enfants et qu'on n'a pas écoutés. Leurs inquiétudes sont nombreuses et légitimes, et on n'a pas tenu compte de leur avis. Nous sommes aussi sensibles aux parents qui accompagnent leurs enfants dans la transition avec la meilleure volonté du monde.

Depuis plusieurs années, PDF Québec réclame qu'on mette fin à ces thérapies dites affirmatives pour favoriser plutôt un accompagnement vigilant afin d'établir le meilleur diagnostic possible avec la personne mineure. [Or, PDF Québec n'a pas été entendu](#) en 2020, entre autres lors des débats sur le Projet de loi 70 où aucune intervention critique n'a été reçue par la Commission parlementaire sur les thérapies de conversion.

De plus, PDF Québec, en concertation avec le Front féministe, a écrit en 2023 au Ministre de la Santé et des Services sociaux, Christian Dubé, [une lettre](#) sur le scandale sanitaire des chirurgies reliées à la transition (ablation des seins — à partir de 16 ans au Québec —, d'utérus et d'ovaires, création d'un pénis) pour en restreindre la réalisation, à l'instar de plusieurs pays européens. La lettre mettait aussi en garde contre les bloqueurs de puberté, dont l'innocuité est douteuse.

Nous avons reçu une réponse du ministère de la Santé et des Services sociaux en novembre nous assurant qu'au Québec, « nous offrons aux personnes atteintes de dysphorie de genre des soins personnalisés et appropriés qui font l'objet d'un processus rigoureux d'évaluation et d'approbation et qui permettent d'assurer la santé et la sécurité de ces personnes ainsi qu'une qualité de vie souhaitée par tous. » — Stéphane Bergeron, M.D., sous-ministre adjoint. Celui-ci ajoute que « l'accès à la chirurgie de genre est effectué en respect des standards de soins de la World Professional Association for Transgender Health (WPATH), association dont les recommandations sont contestées par nombre de groupes féministes à travers le monde et par des professionnels et des chercheurs, comme l'a indiqué l'émission. En espérant que le Ministre l'a regardée!

— 30 —

Source :

Personnes ressources : Alexandra Houle, coordonnatrice ou Michèle Sirois, présidente.

Pour nous rejoindre : 438-394-8135 ou [pourlesdroitsdesfemmes@pdfquebec.org](mailto:pourlesdroitsdesfemmes@pdfquebec.org)

Site web: [www.pdfquebec.org](http://www.pdfquebec.org)



[@PDFQuebec](#)



[@PDFQuebec](#)